



Syndicat CGT Petite Enfance des Services Publics 75
Bourse du Travail. Bureau 325
3 rue du Château d'Eau. 75010 Paris. Tel : 01 44 84 50 17. 06 83 01 35 89
syndicat.cgtpe75@yahoo.com

DE QUEL DROIT ?

Mardi 17 août 2021 au matin, les encadrants des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant de la Ville de Paris découvrent la consigne relative aux « recommandations gouvernementales à appliquer au retour des vacances à l'étranger ou en Outre-Mer, pour les parents et pour les professionnels »

« Nous vous remercions de demander aux parents et aux professionnel.le.s le lieu et pays de villégiature des deux dernières semaines avant le retour (...) »

Alors, vite, dans la précipitation, 24h après la réouverture des établissements, la consigne s'applique, n'importe comment. Les familles sont interrogées dans le hall d'entrée, les professionnels sont interrogés dans les lieux de vie des enfants, devant leurs collègues.

Au vu et au su de tous, chacun est sommé de répondre à 3 questions qu'une « volontaire désignée d'office », consigne sur un tableau.

- **Etes-vous vacciné ? Oui ? Non ?**
- **Où êtes-vous parti en vacances ?**
- **A quelle date êtes-vous revenu ?**

La vie privée doit être respectée !

Le secret médical doit être respecté !

La confidentialité doit être obligatoire !

La CGT Petite Enfance 75 rappelle que le vaccin contre le Covid 19 n'est pas obligatoire. Etre vacciné ou non relève donc de la liberté de chacun, dans un champ strictement confidentiel entre un médecin et son patient.

Il y a mille raisons de se faire vacciner ou pas : devoir énoncer en public si on est à jour de ses vaccinations expose chacun au regard de son voisin. C'est inadmissible !

Il y a mille raisons aussi de partir ou pas en vacances : devoir énoncer en public le lieu et la date de retour expose chacun au regard de son voisin. C'est inadmissible !

Si la Ville de Paris doit appliquer des mesures de prophylaxie pour les usagers et les professionnels, la Ville de Paris doit donner les moyens aux encadrants de le faire dans la légalité et le respect de la personne, agent et parent.

La cgt PE75 rappelle son opposition à toute mise en cause des droits fondamentaux qui constituent la liberté individuelle d'une société démocratique.

Non au Pass sanitaire !

Non à la mise sous condition des droits fondamentaux !
